

H-France Review Vol. 15 (January 2015), No. 4

Michaël Bourlet, Yann Lagadec, et Erwan Le Gall, *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, 250 pp. 18.00€. (pb). ISBN 978-2-7535-2759-1.

Compte-rendu par Alexandre Lafon, Université de Toulouse 2 - Jean-Jaurès.

L'ouvrage ici proposé regroupe les contributions réunies à la suite d'une journée d'étude portant sur le thème des régions dans la Grande Guerre. L'ambition des trois directeurs de publication Yann Lagadec, Mickaël Bourlet et Erwan Le Gall a été d'interroger la place du fait régional dans la Grande Guerre avec pour point d'entrée l'observation particulière de la Bretagne et des combattants bretons. Il est alors question d'interroger le poids de l'identité régionale dans l'expérience de guerre lorsqu'elle est convoquée par les témoins ou l'autorité militaire. De quelle manière se trouve-t-elle activée ou réactivée dans les mémoires conservées et affirmées après la fin du conflit ? Telles sont en filigrane les problématiques posées et liées au fait régional, davantage qu'à l'échelle des « petites patries » annoncées dans le titre, qui traversent l'ensemble des dix communications rassemblées en trois parties distinctes : La Bretagne une région au front ; Recrutements, langues, identités : guerre et fait régional en France 1914-1918 ; et Provinces, « communautés », minorités : éclairages internationaux.

Un angle-mort historiographique

Les auteurs pointent d'emblée en introduction le manque de références bibliographiques en France sur cette question. Et Vincent Joly de revenir en fin d'ouvrage sur ce constat : « Si le fait régionale est une réalité dans la France d'avant 1914 » (p. 240), il n'a que peu retenu l'attention des historiens français à la différence de recherches menées à cette échelle par exemple par les historiens anglo-saxons. Les études portant sur les réalités du sentiment d'appartenance nationale ou à la « petite patrie » ont donné lieu à bien davantage de publications et induit deux interprétations fondamentalement opposées sur l'expérience combattante : d'un côté l'affirmation de la force du consentement, de l'autre, l'attention porté au poids de la contrainte. Dans ce cadre, le fait régional, peu étudié, serait utile : « (...) une approche régionale de la Grande Guerre permet pour une part de reposer la question de l'unité nationale ». Entre la « petite patrie » ou le foyer qui en constitue une partie et qui bénéficie d'études récentes autour du couple et de l'intime comme le rappelle Emmanuelle Cronier [1], et l'état-national de référence, la région est ici présentée comme le premier niveau infra-étatique qui structure pourtant l'identité sociale, culturelle et politique des soldats en guerre qui restent des individus porteur d'une identité complexe. Ce premier point de définition inscrit « l'identité territoriale » ainsi dans une logique de « nous »/ « eux » que la guerre met à l'épreuve, éprouve concrètement. Sa place et son rôle permet ainsi de mieux comprendre l'expérience sociale des combattants. Car c'est avant tout l'expérience combattante en guerre au prisme de cette identité territoriale impactée par la guerre que se développent les problématiques des différents contributeurs, même si dans le cas des articles portant sur la Bretagne, le rapport de la société toute entière à cette identité est interrogé de manière sous-jacente.

La question de « l'identité territoriale » posée ainsi est élargie au-delà du seul cas français. Ainsi, la mention des Indiens mobilisés dans l'armée US, des interventions centrées sur la Nouvelle-Zélande ou le Québec, présentées comme « régions » et « communautés » inscrites au sein d'ensembles nationaux, permettent des comparaisons stimulantes avec le cas des soldats bretons et de la Bretagne étudié dans la

première partie. La Nouvelle-Zélande, région de l'Empire britannique, s'autonomise de la métropole par son implication dans le conflit. L'éloignement des troupes de leur « patrie du bout du monde » contribue à renforcer leur identité propre, notamment autour de la pratique du rugby au front (p. 223). De la loyauté envers l'Empire britannique, les soldats néo-zélandais ont développé une conscience plus marquée de leur identité, de leur présence dans la guerre, notamment dans le sens d'une défense de leur propre territoire comme le rappelle Nathalie Philippe. La question de la mémoire régionale affleure également de plusieurs contributions portant sur les régiments et soldats bretons, sur les combattants originaires du Nord de la France ou les Alsaciens-Mosellans morts au combat, écartelés entre deux mémoires. La guerre semble avoir dans ces trois cas cristallisé le sentiment d'appartenance à des identités territoriales particulières. Si les régions se rencontrent dans la guerre et sont confrontées aux stéréotypes parfois les plus dégradantes (l'alcoolisme supposé des Bretons), elles prennent davantage conscience de leurs spécificités. Là encore, les quelques réflexions proposées sur la destinée des mémoires régionales de la Grande Guerre s'inscrivent dans un rapport neuf à l'étude des identités en guerre et marquées par la guerre.

La région moins que la Nation

Il ressort de ces lectures que la nation reste avant tout l'horizon et le repère essentiel du discours dominant. Pour l'autorité militaire en France, elle apparaît comme l'identité première de référence qu'il s'agit de mobiliser auprès de l'opinion et de la troupe durant tout le conflit. Les recherches effectuées dans les fonds photographiques et cinématographiques de l'armée, conservés au sein de l'Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD) et présentés dans ce volume, montrent combien les autorités militaires s'appliquent d'abord à filmer et photographier des soldats, des combattants de l'armée française plutôt que des Bretons ou des soldats du Nord. Et si la Bretagne est identifiée comme telle dans les fonds iconographiques, c'est avant tout pour montrer qu'elle est un espace mobilisé, notamment comme région d'un front maritime. Sinon, le discours dominant est folkloriste lorsqu'il s'agit d'évoquer le régionalisme.

Stigmatisation et stéréotypes s'en trouvent réactivés d'autant. Ils confortent en quelque sorte le creuset national dans ce même discours dominant et légitime. Ce dernier se méfie d'une identité trop marquée sauf à la magnifier à des fins militaires et à louer la richesse culturelle de la Nation dont l'unité doit être conservée, défendue ou retrouvée.

L'acculturation à travers l'argot de caserne et de guerre témoigne de ce rapport lissé et national à l'identité militaire. En ce sens, les enquêtes proposées par les deux linguistes Albert Dauzat et Gaston Esnault étudié par Odile Roynette s'inscrivent dans le cadre du « front linguistique ». Quelle place prennent les langues régionales dans le questionnement portant sur le parler combattant à partir de 1917 ? Si l'argot militaire d'avant-guerre, héritage de l'armée coloniale, se trouve recyclé et partagé par les millions de combattants qui y ajoutent des termes propres à l'univers des tranchées, il laisse finalement peu de place aux régionalismes linguistiques. Il laisse place essentiellement à du vocabulaire militaire technique du quotidien qui laisse peu d'emprise aux idiomes régionaux. Mais surtout, aux yeux des deux scientifiques la langue des tranchées doit être avant tout pensée comme un moyen d'unification de l'ensemble des soldats de l'armée nationale. Ainsi, la mobilisation passe aussi par la langue et son enrichissement dans les tranchées témoignerait avant tout de la force de la nation en arme qui unifie les régions entre elles.

L'étude du cas des Canadiens-Français renforce paradoxalement l'idée d'une intégration régionale plutôt réussie en France. Carl Pépin montre combien il témoigne de la complexité des situations et des données historiques et culturelles. Si les Français installés au Canada répondent à l'obligation de la conscription, il n'en va pas de même des Canadiens-Français notamment du très catholique Québec qui sont accusés de ne pas soutenir suffisamment la loi de conscription canadienne de 1917, tout en assumant un regard

parfois très critique vis-à-vis de la France républicaine. La guerre, au lieu de renforcer les liens de la « belle province » avec la France et l'Europe, participe du processus d'autonomisation.

Les particularismes culturels pour comprendre les expériences de guerre

Bien sûr, le brassage né de la guerre renforce aussi par la confrontation à l'autre la stéréotypie dans une logique de classification : le Bourguignon Pierre Perrin loue « la race » bretonne capable de ne pas se plaindre après des heures de marche harassante », ce que les Méridionaux ne pourraient manifestement pas endurer selon...les Bretons dont Yann Lagadec convoque les témoignages très critiques contre les gens du Midi (p. 48). Notons ici qu'un Louis Barthas, originaire du Sud de la France, a eu beaucoup de mal à appréhender les Bretons du régiment dans lequel il est versé en 1917. Le cas des Alsaciens-mosellans mobilisés en partie dans l'armée allemande présenté par Raphaël Georges semble emblématique de ce point de vue. Ces derniers, davantage que les Bavares, sont prompts à dénoncer en bloc les militaristes prussiens pour qui il faut se battre (p. 178).

Le jeu du « je » et du « eux », les tensions et antagonismes renforcés en particulier au fur à mesure de la guerre qui dure et de la nationalisation plus importante des effectifs régimentaires, méritent donc d'être interrogés parce qu'ils semblent apparaître comme un facteur essentiel de la structuration relationnel au front, entre camaraderie et anti-camaraderie géographique. Louis Barthas [2] en particulier, en reconnaissant avant tout peu à peu les « Bretons » comme ses « camarades » combattants, donne à lire une transformation identitaire qui explique en partie l'élaboration au front d'un lien communautaire qui transcende les origines géographiques, mais sans absorber par contre complètement les différences sociales.

L'armée s'appuie, elle aussi, lorsqu'elle le juge nécessaire, à l'échelle de ses unités, sur les particularismes régionaux comme le suggère Erwan Le Gall à propos du 47^e R.I. de Saint Malo ou Mickaël Bourlet qui évoque la sollicitude de l'autorité militaire pour les soldats des « pays envahis » à qui des « ressources financières supplémentaires » sont octroyées (pp. 154-155). Mais elles les conjurent parfois aussi en accentuant « la dispersion des hommes » qui peuvent profiter de la communauté des « pays » pour contourner la censure et faire parvenir des courriers sensibles aux familles. Jérémie Halais rappelle à ce propos, en étudiant une cohorte de conscrits de la subdivision de Granville (département de la Manche), les travaux de Jules Maurin [3] qui voyait dans le brassage des hommes un moyen pour l'autorité de dissoudre les solidarités régionales. Pour Emmanuelle Cronier, ses solidarités régionales se fondent sur des particularismes activées par la guerre qui éloigne les soldats de leurs repères culturels qui prennent d'autant de l'importance. Ils se déclinent à travers la gastronomie, la langue, la musique. Les particularismes locaux nous dit Emmanuelle Cronier « ont été un élément essentiel de l'endurance des sociétés en guerre » (p. 228).

Au final, ce beau volume par les questions qu'il pose et les réflexions qu'il suscite mérite une lecture attentive. Quelques questions restent bien sûr en suspend comme le rapport que l'identité territoriale peut nourrir vis-à-vis de l'obéissance et de la désobéissance ; le poids des facteurs socioprofessionnels dans les rapports relationnels au prisme de l'identité régionale ou la mise en forme d'une cartographie régionale plus précise sur l'implication des unités. Les auteurs assument pleinement ces manques : l'ouvrage est présenté comme un point de départ stimulant que prolonge le colloque sur les Bretons dans la Grande Guerre qui s'est déroulé en mai 2014 à Rennes. Il clôture la fin de ce premier cycle de réflexion sur l'identité régionale en guerre, qui en appellera, nous l'espérons, bien d'autres.

NOTES

[1] Clémentine Vidal-Nacquet, « S'épouser à distance. Le mariage à l'épreuve de la Grande Guerre », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53/3(2006) :142-158.

[2] Louis Barthas, *Les carnets de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918* (Paris : La Découverte, 1978-2013).

[3] Jules Maurin, *Armée, guerre, société, soldats languedociens, 1889-1919* (Paris : Presses de la Sorbonne, 1981-2013).

Alexandre Lafon
Université de Toulouse 2 - Jean-Jaurès
Carpediem16@wanadoo.fr

Copyright © 2015 by the Society for French Historical Studies, all rights reserved. The Society for French Historical Studies permits the electronic distribution of individual reviews for nonprofit educational purposes, provided that full and accurate credit is given to the author, the date of publication, and the location of the review on the H-France website. The Society for French Historical Studies reserves the right to withdraw the license for edistribution/republication of individual reviews at any time and for any specific case. Neither bulk redistribution/ republication in electronic form of more than five percent of the contents of H-France Review nor re-publication of any amount in print form will be permitted without permission. For any other proposed uses, contact the Editor-in-Chief of H-France. The views posted on H-France Review are not necessarily the views of the Society for French Historical Studies.

ISSN 1553-9172